

ROMPANT AVEC LA TRADITION. LE DEFI SOCIAL ET LE RENOUVEAU D'ETAT ROUMAIN MODERNE

Ștefan Purici, Harieta Mareci Sabol
L'Université «Ștefan cel Mare» – Suceava

REZUMAT: *La mijlocul secolului al XIX-lea, românii s-au văzut antrenați în tot felul de dezbateri și confruntări pe seama direcțiilor, modelelor și mijloacelor necesare construcției și dezvoltării statului lor. Strategiile modernizării au afectat vechile structuri de organizare administrativă, socială și politică, impunând, în egală măsură schimbarea mentalității. Dezacordul, când mai profund, când mai sensibil, între necesitățile de dezvoltare a țării și posibilitățile existente, ca și decalajul față de civilizația occidentală au afectat mediul intelectual și politic, tensionând dialogul și delimitând taberele. Articolul abordează încercările elitei românești de a sintetiza și adapta ideile progresiste europene la orizontul politic, la necesitățile economice și sociale românești.*

ABSTRACT: *In the context of the late 19th century, Romanians found themselves involved in all sorts of debates and confrontations regarding directions, models and tools that allow construction and development of their State. Modernization strategies imposed deconstruction of the old administrative organizational structure, and changing social and political mentalities. The disagreement between the country's development needs and existing opportunities, and the gap with the Western civilization affected the intellectual and political circles. This article focuses on the attempt of Romanian elite to synthesize and adapt the progressive ideas of European political horizon to the Romanian economic and social needs.*

Mots-cléf: modernisation, libéralisme, conservatisme, démocratie, traditionalisme, capital.

Dans l'historiographie roumaine contemporaine la période 1859/1866-1900 est présentée comme une étape de construction, de modernisation et de développement de l'Etat roumain. Il s'agit d'un véritable «tableau» avec «des lumières» et avec «des ombres» situées, dans la plupart des cas, aux extrémités du spectre. Tout en essayant à définir leur identité de manière cohérente, les Roumains ont été entraînés dans des débats et des confrontations concernant les directions, les modèles et les moyens qui y étaient nécessaires et cela dans les conditions d'un double décalage : un décalage externe, par rapport à la civilisation occidentale, et un décalage interne, entre les nécessités de développement du pays et les possibilités existantes. Les changements survenus dans le milieu intellectuel et politique ont produit des tensions dans le dialogue et a délimité les camps.

Les conflits Etat – culture, libéral – conservateur, moderniste – traditionaliste ont été assez répandus en Europe dans la période moderne, mais ils ont été plus profonds en Roumanie à cause de l'intervalle extrêmement court (le troisième quart du XIX^{ème} siècle) dans lequel on a créé l'Etat et ses institutions. On identifie l'image d'une discontinuité qui a marqué, en fait, un état de crise, un conflit entre un modèle socio-économique moderne et un modèle culturel anachronique, entre l'Etat et la culture, entre le politique et le culturel, entre la synchronisation à tout prix avec les valeurs occidentales et le lest d'un passé encore aimé et respecté, entre la fuite en avant et la fuite dans le passé.¹

Au XVIII^{ème} siècle la société roumaine a été confrontée avec une série de crises qui, dans le contexte du régime politique phanariote ont modifié ou détruit les systèmes feudaux traditionnels. Le control strict de la vie politique et de l'administration, le monopole économique et toutes les mesures légitimées par la suzeraineté ottomane ont influencé aussi l'évolution, le rythme de développement et le spécifique roumain. Tandis que certaines pratiques phanariotes ont freiné le processus de développement de la société, par l'utilisation des modèles et des moyens étrangers, incompatibles avec l'esprit et les besoins des Roumains, d'autres ont favorisé des changements positifs, par l'organisation des institutions et l'imposition des pratiques modernes.

Le changement du régime politique et le remplacement des règnes phanariotes par des règnes autochtones a imposé l'organisation de la Moldavie et de la Valachie en accord avec «l'esprit du siècle» ou avec les réalités «de l'Europe illuminée». La période des règnes autochtones a été riche en projets, mais moins fertile en réalisations. La Révolution de 1848 et la période historique qui lui a succédé a déterminé l'application de ces projets, l'adaptation des idées progressistes européennes à l'horizon politique, aux nécessités économiques et sociales roumaines. L'Etat roumain – réalisé par l'union des deux Principautés – a augmenté sa capacité d'organiser et de diriger son processus de développement dans l'intérêt national, malgré la suzeraineté de l'Empire Ottomane et la juridiction consulaire. Voilà pourquoi l'année 1859 a été choisie comme point de départ pour l'analyse concernant les coordonnées et la stratégie de construction de la Roumanie moderne.

Dès le règne d'Al. I. Cuza (1859-1866), les réformes appliquées «en cascade» ont eu comme objectif «l'union des deux pays»² (la Moldavie et la Valachie) et la modernisation de la société par la déconstruction des anciens systèmes et par l'éloignement des influences feudales. Au moins deux mesures fondamentales – la sécularisation des richesses des monastères et la réforme agraire – ont contribué à l'accélération des processus économiques, même si on n'a pas eu le temps pour réaliser des changements aussi spectaculaires dans le domaine de l'industrie ou dans celui de l'organisation de l'infrastructure nécessaire à un Etat moderne.

Dans l'historiographie du problème, la majorité des opinions mènent à la conclusion que ces réformes ont constitué le début d'un processus qui devait être continué sur d'autres plans³. Et comme toute action de transformation a ses propres limites, l'apparition de certains courants d'opinions pour ou contre était inévitable. Le détronement d'Al. I. Cuza, le 11 février 1866, a intensifié les confrontations

concernant les moyens et le rythme de développement et modernisation du pays⁴. Le débat sur ces thèmes a fait ressortir une série de conflits inhérents à la modernité: entre paternalisme et libéralisme, entre tradition et innovation, entre les élites traditionnelles et les élites «méritocratique», entre les élites et «le peuple».

L'analyse des doctrines et des principales stratégies discursives des deux grands groupes politiques – libéral et conservatoire (quelles que soient les formes et dominations adoptées) – indique le fait que les deux groupes voulaient participer au processus de construction. Les éléments qui ont changé radicalement les rapports entre eux et ont joué en même temps une fonction d'identification des camps, ont été «la source» ou «le modèle» adopté ainsi que «la vitesse» de la rénovation. Ainsi, le gradualisme ou la prudence invoqué par certains a été défini par d'autres comme une «résistance dépourvue d'horizon», tandis que le désir de certains d'accélérer le processus de transformation de la société a été malicieusement appelé «élan humanitaire»⁵. De même, aux références occidentales, libérales on a opposé le traditionalisme conservateur, et par la suite, le traditionalisme indigène et les valeurs spécifiques (orthodoxes, patriarcales, rurales).

Le rapport spécifique entre ces deux orientations a été caractérisé par un état de confrontation permanent : chaque fois qu'on soulevait le problème de certaines transformations qui pouvaient menacer l'équilibre des forces politiques et économiques, une des deux parties s'opposait avec acharnement. Cet état conflictuel a été particulièrement visible dans le cadre de 3 problèmes, considérés fondamentaux pour la construction de la Roumanie moderne: la question agraire, l'industrialisation et la démocratisation. Ces 3 représentations de la construction de la Roumanie moderne ont connu une configuration continue, en fonction d'un certain spécifique identitaire, de groupe. Bien sûr, de telles confrontations entre le libéralisme et le conservatisme, entre les tendances réformistes et celles traditionalistes ont existé dans tout l'espace européen à l'époque moderne, et elles ont imposé certaines expériences politiques, économiques, sociales et culturelles. Ce qui a donné une note particulière à la dispute politique roumaine a été l'appel au spécifique national.⁶ Dans une note de journal, Titu Maiorescu notait: «Trop rapidement est venue sur nous la culture de l'Occident et les luttes parlementaires consomment le pouvoir de résistance plus que dans les Etats anciens....».⁷

En ce qui concerne le problème agraire, il a représenté une coordonnée de la construction de l'Etat roumain moderne, dans les conditions où l'agriculture représentait la base de l'économie en Roumanie et la majorité de la population vivait à la campagne et dépendait de la terre. Son importance allait être illustrée par l'immensité et la variété des travaux de spécialité qui ont essayé de mettre en évidence «les points sensibles», générateurs de disputes entre les libéraux et les conservateurs⁸.

Les mutations survenues dans la structure de la propriété se sont manifestées aussi bien au niveau économique qu'au niveau social. Malgré les modifications du statut du travailleur et du grand propriétaire apportées par *La loi rurale* de 1864 et la reconnaissance du droit de propriété du serf sur le terrain qui il

détenait, la configuration des identités dans l'espace rural a continué pendant les décennies suivantes.

Riche ou menant une vie difficile, la paysannerie est restée le segment le plus important de la population rurale, et en même temps la classe sociale la plus nombreuse de la société roumaine dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. Toutes les initiatives législatives, malgré les bonnes intentions des législateurs, ont illustré son manque d'homogénéité, par la différenciation entre les travailleurs agricoles, les petits propriétaires et les paysans riches, devenues les fermiers des temps modernes. En ce qui concerne la situation de la classe sociale la plus riche du village roumain, l'abolition de certains privilèges et l'élimination du titre de «boyard» (action légitimée par la Révolution de 1848 et confirmée par la Constitution de 1866) n'a pas eu un véritable caractère «révolutionnaire». Il reconnaissait seulement un état des choses qui existait déjà, vu que la hiérarchie des boyards avait été constamment affaiblie par les changements économiques et par l'ascension d'une classe moyenne dynamique. La couche nombreuse des grands propriétaires de terrains (aristocrates, nobles) est restée une force économique pour l'espace rural, qui détenait une place importante dans l'économie générale roumaine.

La plus spectaculaire manifestation identitaire dans le village roumain s'est enregistrée au niveau de la couche intermédiaire, située entre les grands propriétaires et les paysans : les métayers. Le profile typique du métayer était celui d'une personne qui appartenait au milieu rural par son origine, mais qui n'était pas trop intéressée par le travail de la terre. Usurier, propriétaire d'un petit magasin ou agent préoccupé par l'acquisition et la vente des céréales, le métayer accumulait du capital pour l'investir, ultérieurement, dans la terre. A mesure que l'agriculture a acquis un caractère commercial distinct et la production de céréales est devenue de plus en plus étroitement liée aux demandes du marché international⁹, le métayer a consolidé sa position au détriment du paysan, mis dans la situation de «mettre en gage» sa force de travail et de perdre de plus en plus le contrôle sur son propre mode de vie. La pauvreté, la famine et le peu d'intérêt vis-à-vis du travail de la terre ont généré de nombreux conflits. Le 5 janvier 1908, lors de l'Assemblée des Députés, I. G. Duca affirmait : «Chez nous les révoltes et la famine sont endémiques. Depuis 20 ans, nous avons avancé en distribuant des balles avec une main et du maïs avec l'autre»¹⁰.

Tenant compte de ces aspects, les libéraux ont considéré nécessaire de discuter ces problèmes apparus dans les villages que beaucoup de leaders politiques ont abordés dans leurs discours politiques. On a essayé même d'expliquer avec beaucoup d'arguments les causes des tensions apparues surtout après l'année 1888.¹¹ Ce qu'on a reproché, ultérieurement, aux libéraux, a été leur incapacité de comprendre le phénomène social à sa véritable échelle. Dans la vision libérale, par exemple, l'origine des mécontentements et des révoltes paysannes n'était pas le manque de terre mais la mauvaise administration et l'intervention des agitateurs-socialistes, de l'opposition ou des étrangers.

A leur tour, les conservateurs admettaient l'existence de quelques problèmes dans les villages (comme les abus de l'administration, les instigations, les impôts et le manque de culture des paysans), mais ils considéraient le discours libéral concernant

le *problème agraire* peu réaliste. D'ailleurs, leur opposition envers la législation proposée par les libéraux s'est concrétisée dans une suite de contreprojets de loi. Si on avait éparpillé les domaines, le maintien du niveau de la production de céréales, de la capacité d'exportation et le prestige même de la Roumanie sur le marché international auraient été mis en danger. Vu que la petite propriété n'avait pas la force organisatrice, financière et technique pour pratiquer une culture intensive, la conservation de la grande propriété éliminait le risque de l'apparition des phénomènes économiques et sociaux imprévisibles.

L'industrialisation a été l'une des coordonnées de l'évolution de la Roumanie dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle et elle a été caractérisée par une série des traits spécifiques, déterminés par le contexte politique interne et international, et par le niveau de développement socio-économique du pays¹². Apparue sur les ruines de l'ancien système des corporations et au détriment de l'industrie manufacturière déjà affectée – elle était une conséquence du développement des branches d'usines et manufacturières roumaines et de l'intégration de la Roumanie dans le système économique de l'Europe occidentale, système qui a déterminé notre pays à ouvrir largement les portes aux produits importés et au capital étranger. Cependant, ni les changements enregistrés dans ce domaine ni la législation n'ont suffi pour effacer le décalage entre l'industrie métallurgique et des machines et l'industrie de l'usinage des matières premières (pétrole, bois ou produits obtenus de l'agriculture). La nécessité de dépasser cette situation imposait non seulement des changements au niveau politique, mais aussi l'adoption des mesures destinées à soutenir et à organiser l'industrie roumaine d'après le modèle de l'Europe occidentale.

Mais si pour les libéraux la création d'une industrie nationale a représenté le support pour le renforcement de leurs positions et un moyen de consolidation politique et économique du pays (vu que par la création des conditions d'une réelle indépendance économique on pouvait assurer et ensuite garantir l'indépendance politique), pour les conservateurs elle a été un vrai test d'adaptabilité à ce qu'ils appelaient «modernisme» et pas «modernisation».

Conscients du fait que le succès politique auquel ils aspiraient dépendait de la consolidation de l'économie roumaine, les libéraux ont lancé la formule «par nous-mêmes» – exprimée avant 1877 et devenue par la suite le slogan libéral et une arme de lutte contre les conservateurs. Sous son signe on a situé la politique protectionniste concrétisée, au début de l'année 1866, dans l'encouragement de l'industrie nationale, l'imposition de conditions restrictives pour les capitaux étrangers, la création des Banques Nationales et d'autres banques, l'organisation de la Maison Rurale, le rachat des chemins ferroviaires et de quelques monopoles étrangers etc.

D'ailleurs la législation pendant la période 1876-1888 allait confirmer le désir présenté par les libéraux dans le projet intitulé *Mesures générales pour aider l'industrie nationale* : «On doit créer à chaque prix une industrie nationale. C'est le seul moyen pour échapper à la ruine économique, qui mène généralement à la ruine politique»¹³. Dans ce sens, on a élaboré *La loi pour l'encouragement de la fabrication des tissus, de la ficelle etc.*, *La loi pour l'exemption des tanneurs de la taxe de douane*

pour l'importation des tans, Le tarif douanier général (1886), *Les mesures générales pour le soutien de l'industrie nationale* (1887). Prenant en compte les possibilités et les nécessités du pays, les libéraux ont protégé et encouragé d'abord l'industrie – une première condition pour contrecarrer la concurrence étrangère. Par exemple, la personne qui fondait une fabrique avec au minimum 25 travailleurs et 50.000 lei capital, bénéficiait pendant 15 ans d'une exemption des taxes de douane pour l'importation des machines, de réductions pour le transport ferroviaire et de priorités de fournitures vers l'Etat¹⁴.

En ce qui concerne la participation des capitaux étrangers au développement industriel du pays, les libéraux manifestaient de la prudence, considérant que l'intervention des grands monopoles dans les affaires internes n'affectait pas seulement l'indépendance économique, mais aussi l'indépendance politique de l'Etat roumain. Le but des investissements étrangers était, dans la vision libérale, la valorisation des richesses et du travail des Roumains, dans l'avantage de l'Etat, de la population et bien sur de la bourgeoisie.

Cependant, confrontés avec des réserves financières internes insuffisantes et avec la tendance des possesseurs autochtones de capital de s'orienter vers les secteurs qui exigeaient des investissements réduits et promettaient des profits immédiats, les libéraux ont modifié les conditions imposées aux actionnaires étrangers, mais ils ont radicalisé leur discours politique, fait plus évident dans la première décennie du XX^{ème} siècle.

Situés sur une position relativement opposée, les conservateurs ne comprenaient pas pourquoi l'industrialisation devait constituer la base de développement de la Roumanie. Quoiqu'ils ne nient pas l'avantage d'une industrie nationale, les théoriciens conservateurs considèrent inopportune l'approche du problème sans que les difficultés liées au capital, aux matières premières, à l'énergie, à la main du travail etc. soient dépassées. Selon eux, dans la relation industrie-agriculture, la dernière était la plus importante parce qu'elle était la seule capable d'assurer les ressources nécessaires au fonctionnement des petites et moyennes entreprises (qui avaient été défavorisées par la loi de 1887 promue par les libéraux, intéressés davantage par la grande industrie). En concordance avec leur conception générale sur l'industrialisation, sans faire de grands investissements dans l'industrie mais bénéficiant des effets de la présence des capitaux étrangers dans l'économie roumaine (ce n'est pas par hasard que les plus grands emprunts étrangers ont été contractés pendant les périodes où le Parti Conservateur a été au pouvoir), les conservateurs demandaient l'encouragement des investissements.

A son tour, la politique protectionniste, selon l'effet de domino, aurait provoqué des contremesures de la partie des pays importateurs de céréales roumaines, augmentant ainsi les prix des produits internes. Les effets d'une telle entreprise auraient affecté les conservateurs dans une double perspective : en tant que propriétaires de domaines (intéressés directement par l'exploitation et l'exportation des ressources propres) et en tant que consommateurs (obligés à l'avenir d'acheter des produits plus chers que les produits d'import). D'autre part, une des conséquences de l'industrialisation a été l'apparition de nouvelles sources de convulsions sociales,

dans les conditions de l'augmentation du nombre de travailleurs urbains. Le prix d'une telle démarche était, pour les conservateurs, trop grand, surtout qu'il allait être supporté par les propriétaires de terrains ; ceux-ci, représentés par les conservateurs, devenaient sous la pression des changements les sacrifiés de la période. L'acceptation de ces transformations par les conservateurs n'aurait pas signifié seulement la participation à la déconstruction d'un système socio-économique et politique qui était en leur faveur, mais aussi l'adoption d'une mentalité qui menaçait l'identité même d'un groupe.

Dans ce contexte polémique concernant les directions, les moyens et le rythme de construction de la Roumanie moderne, une place importante est revenue aux débats sur la démocratisation du système politique. Les libéraux accusaient les conservateurs de manque de principes politiques ou de leur abandon, de faiblesse politique, d'ingérence grossière dans les élections, de corruption, de la transformation de l'administration dans un organe subordonné au parti, d'élitisme etc. Les conservateurs reprochaient aux libéraux le manque ou le non respect des principes politiques annoncés et des promesses, de l'enrichissement suite à l'activité politique, du mélange de l'administration dans la vie politique, du manque de la culture générale.

Mis en discussion, dès 1884, lors de la modification de la Constitution, le vote universel est resté, dans le programme libéral, une question nécessaire à la réformation de la société roumaine bien que des solutions concrètes d'élimination des frontières entre les citoyens et les autres habitants soient apparues au début du XX^{ème} siècle. Les pressions exercées par le monde des villages, mais aussi par l'espace européen (suite à la détérioration de la situation internationale) étaient – selon les libéraux – les signes d'une «transformation sociale importante».¹⁵ Mais pour les conservateurs les droits politiques prévus par la Constitution de 1866 étaient suffisants pour les membres de la société roumaine. Consolidés dans la pratique de la vie sociopolitique, ils devaient être protégés contre toute transgression ou changement. Un élargissement des droits politiques n'était pas seulement inutile et inopportune, mais il aurait pu devenir dangereux. Les arguments apportés en faveur de cette position avaient leur origine dans l'«arsenal» idéologique conservateur promu au cours des trois décennies : les droits politiques imposaient des droits socio-économiques, et ces derniers auraient mis en danger la propriété sur la terre qui était regardée comme «intangible». L'acceptation du collège unique – qui était d'ailleurs une réforme artificielle, importée, sans aucune base légale – aurait contribué à «la décapitation de l'intelligence» et à l'accès au pouvoir des «masses inconscientes». L'unique solution était le développement par voie évolutive : après l'augmentation du niveau culturel et politique des paysans, après l'amélioration de l'administration, on pouvait passer aussi à une réformation du système électoral.

Un des impératifs de la construction de l'Etat roumain moderne a été l'assimilation rapide des formes nouvelles, mais sans renoncer pourtant au respect d'un certain organicisme de la vie, propre à la nature des Roumains. On considère même que leur attitude circonspecte, plus que prudente, a déterminé une assimilation souvent incomplète, où la spécificité n'est pas arrivée à se définir suffisamment du

point de vue idéologique¹⁶. Sur des positions conservatrices, «la recette libérale du progrès» – qui signifiait la synchronisation avec le monde occidental et l'imitation des modèles de l'ouest – était vue comme un danger identitaire et comme le signe d'un déficit créateur, intellectuel, donc comme une source de déchéance symbolique, une atteinte à la dignité collective.¹⁷

Si dans la première moitié du XIX^{ème} siècle, au moment de la première crise identitaire (située entre la Révolution de 1848 et l'union des Principautés, en 1859), l'«Occident» était, à côté de l'antiquité classique, la principale référence culturelle, une source d'exemples, de thèmes et de valeurs, après 1866 il s'est transformé dans un péril pour le spécifique national, par le pervertissement de la culture et des élites du pays.¹⁸ Selon le psychologue D. Drăghicescu, l'identité roumaine risquait de devenir impure du point de vue culturel, «une race occidentale avec des coutumes orientales»¹⁹. Est-ce que les Roumains restaient encore des Roumains s'ils imitaient, sans discernement, «l'espace étranger», ses modèles économiques, ses capitaux et ses produits, voir même ses vêtements et sa langue? La réponse à ce type de questions renvoie, en fait, à «la théorie des formes sans fond» – considérée par certains chercheurs comme «la principale création du conservatisme roumain», «une manière spécifiquement roumaine» de répondre à «la provocation de l'histoire», «une formation roumaine», une des «grandes idées théoriques de l'Europe», «théorie qui a donné à la modernisation de la Roumanie la conscience de soi», mais aussi une expression de «la réaction culturelle et politique roumaine»²⁰.

Une des positions les plus critiques mais aussi les plus organisées et systématiques par rapport à la direction adoptée par la société roumaine dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle a été exprimée par les «*junimiști*»²¹. Revenus dans le pays après avoir fini leurs études dans les universités de l'Europe Occidentale, ils se sont proposé d'élever la vie culturelle et intellectuelle de la Roumanie au niveau de celle européenne.

Tout en systématisant les éléments discursifs conservateurs, ils se sont comportés initialement, comme une «*intelighenția*» («intelligence/intelligentsia»), en s'engageant dans des polémiques et même dans des actions de dévalorisation des rivaux appartenant à d'autres orientations politiques. Mécontents à cause l'entrée précipitée de l'Etat roumain dans le monde économique et culturel européen et de «l'ouverture trop large des portes» à des innovations de toutes sortes, les *junimiști* déployaient les emprunts et les imitations, ainsi que l'ignorance des critères de sélection basés sur l'expérience et les coutumes locales. Le résultat inévitable de ce processus d'«infusion européenne» n'aurait atteint que la surface de la société roumaine, qui restait, d'ailleurs, dépourvue d'un fondement et d'une substance propre.

Les stratégies d'organisation, la sortie en public, le ton et la thématique abordée étaient une manière de forcer la reconnaissance des mérites que les *junimiști* avaient malgré leur jeunesse. Les conférences qu'ils ont soutenues ont créé un public intellectuel roumain qui, à son tour, a fourni de nouveaux membres (flattés par leur acceptation dans un groupe de qualité). Offrant à la haute société l'attribut de la distinction sociale, les *junimiști* recevaient en échange le statut d'élite sociale, une

justification réciproque des compétences, un pacte socioculturel entre l'*intelligentsia* et l'aristocratie.²²

Après avoir gagné du prestige, trois années après sa fondation en tant que société culturelle et seulement une année après l'arrivée au trône du prince Carol de Hohenzollern et l'adoption de la Constitution par laquelle s'instituait l'Etat moderne (1866), «Junimea» a élaboré un discours propre, celui de sa fondation. A la différence des libéraux, adeptes de la continuité, les *junimiști* affichaient de manière insistante leur rupture par rapport au régime féodal et par rapport à l'époque des réformes d'Al. I. Cuza. D'ailleurs, leurs arguments en faveur d'une nouvelle identité ont été le refus de louer la tradition²³ et le détachement du passé. «Junimea» s'est recommandée comme «la seule voie autorisée» du Nouveau Régime, et les *junimiști* – les seuls politiciens qui naissaient en même temps que celui-ci²⁴.

Mais, paradoxalement, bien que partisans convaincus de Carol I et de la Constitution – à laquelle ils n'admettaient aucune modification – les *junimiști* se demandaient si la culture et la société construites sur ces deux éléments (monarque étranger et loi fondamentale selon le modèle étranger) n'étaient pas fausses. En fait, c'était la principale contradiction qui allait leur attirer l'accusation de groupe «antinational» dans la culture et «intellectuel» dans la politique. Titu Maiorescu – le théoricien de la théorie des «formes sans fond» parlait d'une *tabula rasa* roumaine sur le fond de laquelle se serait greffé la culture moderne occidentale vers les années 1820, et de deux générations qui, à son avis, aurait ensuite gaspillé les ressources intellectuelles du peuple.²⁵ Mais est-ce que la greffe ou le mimétisme occidental étaient la solution pour la modernisation du pays et le rattrapage de son retard? Et si la comparaison avec «les plantes exotiques» destinées à disparaître avant de faire des fruits ou avec un «château construit sur le sable» s'avérait être réaliste?²⁶

L'interrogation de Maiorescu – qui se demandait dans quelle mesure l'import institutionnel était profitable pour un espace extrêmement différent – représente le point de départ pour toute une direction critique, intellectuelle²⁷. Par la «théorie des formes sans fond», les *junimiști* formulaient les appréciations suivantes:

- en Roumanie il n'y avait pas de correspondance entre le modèle et la réalité, entre la forme et le contenu ;
- pour que la société progresse, on doit soit écarter les formes importées et qui ne peuvent pas être adaptées au spécifique roumain, soit les remplir avec un contenu autochtone «découpé» de manière adéquate, au niveau des formes respectives.

Le désaccord fondamental entre les institutions et la structure sociale de la Roumanie, entre la forme et le fond était illustré par la bourgeoisie. Maiorescu reconnaissait l'existence de deux couches sociales roumaines – les grands propriétaires et les paysans – niant la présence d'une bourgeoisie authentique. Il ne se prononçait pas contre la bourgeoisie (il se considérait lui-même bourgeois), mais il soutenait sa formation, ayant l'intuition de son rôle régulateur dans la politique. Mais la bourgeoisie des discours de Maiorescu était la bourgeoisie économique et pas intellectuelle ; il voulait que celle-ci soit créée, en particulier, par l'éducation. L'éducation réelle – destinée à former une bourgeoisie économique et pas des fonctionnaires – a été, d'ailleurs, une des obsessions de l'idéologue junimiste.

En ce qui concerne la modernisation du pays, les *junimiști* ne mettaient pas en question sa nécessité, mais la capacité et l'efficacité des lois empruntées mécaniquement dans le but d'écarter rapidement un décalage évident entre l'Occident et la société roumaine. Selon les idéologues de «Junimea», la construction d'un Etat moderne pouvait se réaliser par trois voies : 1) une voie inoffensive, passive, qui préférerait «l'absence du changement, jusqu'à un certain point, laissant les choses telles qu'elles étaient» – spécifique à une partie conservatrice ; 2) une voie féconde, par des réformes «réfléchies»; 3) une voie dévastatrice, réalisée par des réformes «précipitées, faites sans temps et sans compétence» – propre aux libéraux radicaux²⁸.

Comme le manque d'attitude et l'accumulation non sélective n'étaient pas appropriés à la société roumaine, l'idéal technocratique de la réformation gradualiste restait la solution la plus lucide. S'appuyant sur cet idéal, les *junimiști* légitimaient leur droit d'accéder au pouvoir en tant que spécialistes. C'était la modalité de mettre en pratique le principe selon lequel la politique ne devait plus être un jeu d'intérêts, une «confrontation vigoureuse et ouverte entre des groupes et des individus distincts, avec idées, des intérêts et des compétences différentes»²⁹, mais un attribut exclusif de l'élite. Devant les libéraux et l'aristocratie conservatrice, «Junimea» soulevait le problème du primat de la compétence – parce que c'était de sa compétence que dépendait aussi son utilité sociale.

Tout en prouvant cette compétence – même si, conformément à une image – standard, l'idéologie et les actions de «Junimea» ont été cataloguées exclusivement comme des négations polémiques³⁰ – les *junimiști* ont adopté une attitude spécifique, défendant leurs chances de rester actifs sur la scène politique roumaine. Quoiqu'ils aient créé «la théorie et la pratique de la contestation du libéralisme»³¹, ils ont choisi de ne pas réfléchir les intérêts de l'aristocratie et de promouvoir leurs propres intérêts (qui, pour une courte période de temps, ont coïncidé avec ceux de l'aristocratie), en d'autres termes, ils ont essayé non seulement à «remplir les formes avec du fond», mais aussi à encourager le développement des «formes nouvelles» nécessaires aux «idées générales importées»³².

Paradoxalement, lorsque «Junimea» a mis au point son identité, celle d'«intermédiaire culturel et politique», on assiste à l'apparition des divergences entre les idéologues et les exécutants³³. Le glissement des premiers vers la politique déterminera les derniers à s'orienter contre le système qui les avait créés. Pendant que les politiciens *junimiști* savoureront leur succès en 1881 (considérée une année d'apogée, par le passage de la constatation à l'organisation, du discours idéologique aux réformes politiques)³⁴, les exécutants (les intellectuels qui n'acceptaient pas leur transformation en technocrates) continueront à contester le système, oscillant entre l'acceptation ou le rejet d'une nouvelle identité : populiste, apolitique, moderniste ou élitiste.

NOTES :

-
- ¹ S. Alexandrescu, *Paradoxul român*, București, 1998, p. 37-38.
- ² D. Berindei, *Epoca Unirii*, București, 1979, p. 156.
- ³ *Cuza-Vodă. In memoriam* (eds. L. Boicu, Gh. Platon, Al Zub), Iași, 1973; I. Vintu, G. G. Florescu, *Unirea Principatelor în lumina actelor fundamentale și constituționale*, București, 1965; D. Berindei, *op. cit.*; C. C. Giurescu, *Viața și opera lui Cuza Vodă*, București, 1966; G. Platon, *Istoria modernă a României*, București, 1985; N. Adăniloiaie, D. Berindei, *Reforma agrară din 1864*, București, 1967.
- ⁴ A. Stan, *Grupări și curente politice în România între Unire și Independență (1859-1877)*, București, 1979; A. Iordache, *Originile conservatorismului în România. 1822-1882*, București, 1987; V. Russu, *Un deceniu furtunos (1866-1876). Confruntări asupra orientării procesului de modernizare a României*, în *Cum s-a înfăptuit România modernă*, Iași, 1993, pp. 101-132, I Bulei, *Sistemul politic al României moderne. Partidul Conservator*, București, 1987.
- ⁵ P. Căncea, *Viața politică din România în primul deceniu al independenței de stat*, București, 1974; T. Lungu, *Viața politică în România la sfârșitul secolului al XIX-lea (1888-1899)*, București, 1967; *A fi conservator*, (ed. I. Stanomir, L. Vlad), București, 2002.
- ⁶ D. Drăghicescu, *Din psihologia poporului român*, édition soignée et notes par Elisabeta Simion, București, 1995; Mihai Ralea, *Fenomenul românesc*, éd. C. Schifirneț, București, 1997; G. Călinescu, *Istoria literaturii române de la origini până în prezent*, éd. Al. Piru, București, 1982; *Aesthesis carpato-dunarean*, anthologie par Florin Mihăilescu, București, 1981; *Dreptul la memorie*, les volumes I-IV, București, 1993-1994.
- ⁷ I. Bulei, *Lumea românească 1900-1908*, București, 1990, p. 234.
- ⁸ L. Pătrășcanu, *Un veac de frământări sociale, 1821-1907*, București, 1969; C. Corbu, *Țărănimea din România între 1864 și 1888*, București, 1974; I. Ilincioiu, *Țăranii, pământul și moșierii în România 1864-1888*, București, 1982; C. Murgescu, *Mersul ideilor economice la români*, București, 1987.
- ⁹ A la fin du XIX^{ème} siècle, la production de céréales représentait environ 85% de la valeur totale des exportations roumaines, et au début du XX^{ème} siècle, la Roumanie était le IV^{ème} exportateur de blé au monde, après la Russie, le Canada et les Etats-Unis (apud V. Georgescu, *Istoria românilor. De la origini până în zilele noastre*, București, 1992, p. 134).
- ¹⁰ Apud D. Hurezeanu, *Problema agrară și lupta țăranimii din România la începutul secolului XX*, București, 1961, p. 6.
- ¹¹ G. Iacob, *op. cit.*, pp. 192-195.
- ¹² G. Zane, *Industria din România în a doua jumătate a secolului al XIX-lea*, București, 1970.
- ¹³ *Istoria Parlamentului și a vieții parlamentare din România până la 1918*, București, 1983, p. 262.
- ¹⁴ G. Iacob, *Strategia dezvoltării României de la Independență la Marea Unire*, în *Cum s-a înfăptuit România modernă*, Iași, 1993, p. 179.
- ¹⁵ *Ibidem*, p. 201.
- ¹⁶ Idem, *Conservatorism*, „Cadran politic”, no. 12, <http://www.cadranpolitic.ro/default.asp?is=12>
- ¹⁷ F. Ioncioaia, *Identitate etno-culturală și europenism în discursul politic românesc de la începutul secolului XX*, en *Vârstele Unirii*, Iași, 2001, p. 153.

¹⁸ D. Drăghicescu, *op. cit.*, passim.

¹⁹ *Ibidem*, p. 445.

²⁰ I. Stanomir, *Reacțiune și conservatorism*, București, 2000; I. Bulei, *Conservatori și conservatorism în România*, București, 2000; G. Ibrăileanu, *Spiritul critic în cultura românească*, Chișinău, 2000; A. Iordache, *Originile și constituirea Partidului Conservator din România*, București, 1999; E. Lovinescu, *Istoria civilizației române moderne*, București, 1997; S.A. Matei, *Boierii minții: intelectualii români între grupurile de prestigiu și piața liberă a ideilor*, București, 2004; Z. Ornea, *Junimea și Junimismul*, București, 1978; A. Stan, *Grupări și curente politice în România între Unire și Independență*, București, 1979; S. Zeletin, *Burghezia română. Originea și rolul ei istoric*, București, 1991; F. Constantiniu, *O istorie sinceră a poporului român*, București, 1999, p. 235.

²¹ Le nom de la société – «Junimea» – et de ses membres – junimiști – dérive du latin «*iuvenis*», jeune.

²² S. Alexandrescu, *Privind înapoi, modernitatea*, București, 1999, p. 56.

²³ L'unique concession faite à la tradition par les junimiști a été la défense de l'aristocratie, comme pendant naturel des paysans et entrave dans le chemin de la prolifération démagogique.

²⁴ S. Alexandrescu, *op. cit.*, p. 59.

²⁵ «Plongée jusqu'au début du XIX^{ème} siècle dans la barbarie orientale, la société roumaine des années 1820, commença à se réveiller de sa léthargie, entraînée par le mouvement contagieux par lequel les idées de la Révolution Française sont arrivées jusqu'aux extrémités géographiques de l'Europe. Attirée par la lumière, notre jeunesse entreprit cette émigration extraordinaire vers les fontaines de la science de France et d'Allemagne, émigration qui a continué jusqu'aujourd'hui et qui a donné à la Roumanie libre une partie de la brillance des sociétés étrangères. Malheureusement, c'est une brillance superficielle! Car insuffisamment préparés et étonnés par les phénomènes grandieus de la culture moderne, nos jeunes ont saisi seulement les effets, mais pas les causes, ils ont vu seulement les formes supérieures de la civilisation, mais n'ont pas vus les fondements historiques plus profonds qui ont produit ces formes et sans la préexistence desquelles ils n'ont pas pu exister. Et ainsi, limités par une superficialité fatale, avec le cerveau et le cœur enflammés trop facilement, les jeunes Roumains retournaient et retournent dans leur patrie avec la décision d'imiter et de reproduire les apparences de la culture de l'ouest, avec la confiance qu'ils réaliseront tout de suite la littérature, la science, les beaux-arts et premièrement, la liberté dans un Etat moderne» (T. Maiorescu, *În contra direcției de astăzi în cultură română*, en *A fi conservator*, p. 41).

²⁶ I. Bădescu, *Sincronism european și cultura critică românească*, București, 1984; Idem, *Timp și cultură. Trei teme de antropologie istorică*, București, 1988; I. Ungureanu, *Idealuri sociale și realități naționale*, București, 1988; Idem, *Paradigme ale cunoașterii societății*, București, 1990.

²⁷ *Revizuirii*, éd. I. Simuț, București, 2003; T. Maiorescu, *Critice*, éd. D. Filimon, București, 2000; P.P. Carp, *Discursuri parlamentare*, éd. M. Duță, București, 2000; M. Eminescu, *Opere*, le IX^{-ème} volume, *Publicistică (1870-1877)*, București, 1980; I.L. Caragiale, *Scrieri esențiale*, le V^{-ème} volume, *Publicistică. Corespondență*, București, 2003; E. Lovinescu, *Antologia ideologiei junimiste*, București, 1942; Dan Mănuță, *Perspective critice*, Iași, 1998;

²⁸ Al. Lahovari, *Discursuri parlamentare (1881-1891) en A fi conservator*, p. 254.

²⁹ S.A. Matei, *op. cit.*, p. 93.

³⁰ S. Zeletin, *Burghezia română. Originea și rolul ei istoric*, București, 1991.

³¹ S. Alexandrescu, *op. cit.*, p. 60.

³² «Seulement en faisant abstraction des formes vides et dépourvues de sens de notre civilisation superficielle, seulement en nous retournant à la source primitive et jamais séchée de la vie populaire, seulement en étudiant les coutumes et la langue de notre peuple, les classes cultes de la société roumaine pourront penser à elles-mêmes comme un élément propre et distingué, comme un organe indépendant et nécessaire dans la chaîne de l'humanité. Seulement par une étude consciente de la nature propre du peuple roumain, elles pourront arriver à donner une forme nouvelle et originelle aux idées générales importées» (T. Rosetti, *Despre direcțiunea progresului nostru*, en *A fi conservator*, pp. 73-74)

³³ S. Alexandrescu parle des 3 cercles intérieurs de «Junimea»: 1) *les dirigeants* – les fondateurs, les idéologues, ceux qui détiennent des postes dans la vie publique, qui jouissent de prestige et d'influence sur l'électorat, sur la classe supérieure et surtout sur la jeune génération ; 2) *les gouverneurs* – ceux qui exercent des professions libérales, mais aussi une activité politique de rang second ; 3) *les exécutants* – d'habitude des jeunes d'origine plus modeste, qui se trouvent en quête de protecteurs puissants, qui appliquent les programmes des *dirigeants* sans émettre des prétentions sur l'élaboration idéologique ou sur la suprématie politique (S. Alexandrescu, *op. cit.*, pp. 53-55).

³⁴ Dans le discours de P.P. Carp, *Era nouă*, on annonçait des réformes de la magistrature, de la commune rurale, de la vie économique et sociale des paysans, de l'administration etc. Elles seront appliquées pendant les gouvernements junimistes / conservatrices, vers la fin du siècle, avec d'autres réformes comme celle des mines, de l'armée etc. (voir P. P. Carp, *Era nouă*, en *A fi conservator*, pp. 466-475).